rendre témoin de quelques miracles. La soir de Noël je suis allé chanter les vêpres dans une communauté située dans le voisinage et j'y ai adressé quelques paroles d'exhortation aux religieuses. Les environs de Lourdes sont d'un pittoresque et d'une majesté à ravir. J'oubliais de vous dire que quand nous avons visité la grotte un rosier planté aux pieds de la Sainte-Vierge veuait de laisser épanouir deux magnifiques roses dont la fraîcheur contrastait admirablement avec la couleur du rocher. Un églantier avait aussi profité du beau temps pour produire ses feuilles, de sorte que nous trouvions l'étié à la veille de Noël....."

— La situation des écoles catholiques au Nouveau-Brunswick vient d'entrer dans une nouvelle phase. Nos lecteurs connaissent déjà avec quelle injustice nos co-religionnaires du Nouveau-Brunswick ont été traités par les fanatiques qui règnent sur cette province. Ils savent que la loi des Écoles passée en 1871 portait atteinte à leur conscience en les mettant dans l'alternative ou d'envoyer leurs enfants à des écoles impies d'où le nom de Dieu devait être banni, ou de les laisser dans une complète ignorance, ou enfin de s'imposer de nouveaux sacrifices pour soutenir de leurs propres deniers des écoles de leur croyance. Dans cette alternative, ils ne pouvaient choisir que le dernier moyen; mais alors ils étaient obligés de payer double cotisation, celle obligée par la loi pour le soutien d'écoles impies que leurs convictions religieuses réprouvaient, et une cotisation volontaire pour leurs écoles spéciales.

L'injustice, l'iniquité de cette loi a soulevé l'indignation de tous les catholiques de la Puissance et même celle de tous les protestants que le fanatisme n'aveuglait pas. Malgré cela, la loi a été maintenue et nos co-religionnaires trop faibles pour faire respecter leurs droits imprescriptibles sont obligés de subir la loi du plus fort.

Cependant il nous reste une espérance. Le Gouvernement Fédéral paraît bien décidé à prendre tous les moyens que lui donne la constitution pour faire annuler la loi de 1871; mais afin d'assurer le succès de ses procédés, il désire soumettre préalablement la question aux officiers en loi de la Couronne en Angleterre. Voici, à ce sujet, ce que nous lisons dans le *Nouveau Monde*:

" Nous apprenons que le Gouvernement Fédéral a pris des mesures en vue de soumettre aux officiers en loi de la Couronne en Angleterre la question légale qui ressort de la loi concernant les écoles passée en 1871 par la législature du Nouveau-Brunswick. Le document transmis par le ministre de la justice est en date du 30 octobre dernier, exactement cinq mois après la résolution adoptée par la Chambre des Communes. Il contient: 1o. La résolution du 30 mai 1872; 2o. La 93me clause de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord; 3o. L'Acte des écoles communes de 1871; 4o. La requête des catholiques du Nouveau-Brunswick priant le Gouvernement de désavouer cette loi comme inconstitutionnelle et la réponse du ministre de la justice déclarant que l'Acte doit entrer en opération; 5o. Des copies des diverses lois rappelées par l'Acte de 1871 et qui étaient en force en cette province à l'époque de l'Union; 6o. Les procédés de la Chambre des Communes des 21, 22 et 29 mai 1872.

" Ce factum a été transmis dans la première quinzaine de novembre en vertu d'un ordre en conseil du 6 novembre 1872. Des copies ont été communiquées au lieutenant-gouverneur du Nouveau-Brunswick et à Mgr. Sweeney, évêque de St. Jean N. B.....

Cette action du Gouvernement Fédéral sera-t-elle couronnée de succès? les officiers en loi de la Couronne don-

neront-ils gain de cause aux catholiques? Nous l'espérons. Les éminents juriconsultes, auxquels la question est soumise, l'examineront sans doute au point de vue de la stricte légalité, dégagée de ce fanatisme dont certains protestants à esprit étroit usent si souvent à l'égard des catholiques.

Monsieur Sweeney a déjà reçu une réponse favorable de deux savants avocats, MM. Duff et Waldon, auxquels il a soumis le document. Dans leur réponse ils prouvent que la loi de 1871 est inconstitutionnelle et que les catholiques du Nouveau-Brunswick ont le droit d'avoir des écoles de leur croyance. Ce n'est ici qu'une opinion personnelle, mais la science des avocats consultés lui donne un grand poids.

— Nous sommes généralement assez sobre de compliments à l'égard du gouvernement d'Ontario pour cette bonne raison qu'il n'en mérite pas souvent. Cependant nous devons à la justice et à la vérité d'attirer l'attention du public sur ses bonnes actions, lorsqu'il en fait, et de leur donner toute la publicité qu'exige le bien.

Tout le monde a déjà entendu parler des grèves. On sait que dans certains pays de l'Europe ces grèves sont devenues une véritable plaie sociale, troublant profondément les peuples, démoralisant les ouvriers, les réduisant à la misère, tout en portant de graves atteintes au commerce et à l'industrie. Si les ouvriers étaient laissés à eux-mêmes, les grèves n'auraient jamais lieu ou du moins ne seraient pas aussi fréquentes; car il n'est pas dans leur intérêt d'abandonner leur travail sous de futiles prétextes. Sans les conseils, les encouragements et les secours fournis aux classes ouvrières par quelques agitateurs ambitieux, eux-mêmes poussés le plus souvent par l'Internationale ou d'autres sociétés secrètes, on ne verrait presque jamais ces terribles guerres entre patron et ouvriers, qui menacent si souvent la société.

Le gouvernement d'Ontario a voulu conjurer le danger, éviter entre le travail et le capital ces conflits démoralisateurs, où ni l'un ni l'autre n'ont rien à gagner. En conséquence, il vient d'introduire dans le Parlement de cette province un bill qui loyalement mis en pratique donnera d'excellents fruits.

Voici en quelques mots le résumé des principales dispositions de ce bill:

" Lorsque les patrons et les ouvriers voudront régler amicalement les difficultés qui pourraient surgir entre eux, en établissant un bureau à cet effet, ce bureau sera légalement établi en transmettant au bureau d'enregistrement le plus voisin, un mémoire le demandant. Le bureau d'arbitrage sera composé au plus de 10 patrons et 10 ouvriers et au moins de deux patrons et de deux ouvriers; mais nul membre ne pourra siéger dans une cause où il sera intéressé par lui-même ou par sa famille.

Les décisions seront finales et sans appel et pourront être exécutées par tout juge de comté.

Les difficultés seront d'abord soumises à un bureau de conciliation composé d'un patron et d'un ouvrier. Les avocats ne seront pas admis à plaider la cause. Les membres du bureau seront élus le 1er novembre, et tout ouvrier âgé de 21 ans porté sur la liste des membres aura droit de voter aux élections. Les patrons éliront les membres de leur classe et les ouvriers ceux de la leur.

— Un extra de la *Gazette Officielle* du 28 Janvier, contient une proclamation du Gouverneur Général convoquant le Parlement le 5 mars prochain pour l'expédition des affaires.